HAL
open science

La participation politique : des modalités d'action diversifiées et cumulatives

Nathalie Dompnier

To cite this version:

Nathalie Dompnier. La participation politique : des modalités d'action diversifiées et cumulatives. Astor, Sandrine; Bréchon, Pierre; Gonthier, Frédéric. La France des valeurs : quarante ans d'évolutions, Presses universitaires de Grenoble, pp.260-264, 2019, Libres cours Politique, 9782706142659. halshs-02169718

HAL Id: halshs-02169718

https://shs.hal.science/halshs-02169718v1

Submitted on 10 Jun 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La participation politique : des modalités d'action diversifiées et cumulatives
Nathalie Dompnier

Les observateurs de la vie politique française ont attiré l'attention, au cours des dernières décennies, sur la diminution de la participation électorale. Ainsi, au premier tour des élections municipales, le taux de participation perd 18 points en 4 décennies (de 79 % en 1977 à 61 % en 2014). Il diminue de 34 points pour le premier tour des élections législatives (de 83 % en 1978 à 49 % en 2017) et de 17 points pour les élections au Parlement européen (de 61 % en 1979 à 44 % en 2014). Ce phénomène, qui concerne donc l'ensemble des scrutins, n'est pas propre à la France. L'abstention progresse dans la plupart des pays européens au cours de cette période.

S'agit-il d'un désintérêt croissant pour la politique ? Ou bien les citoyens se détournent-ils des élections comme modalité de participation légitime privilégié dans les démocraties représentatives, l'élection laissant alors la place à d'autres modalités de participation ? Les enquêtes *Valeurs* ne permettent pas d'identifier les pratiques effectives des répondants, mais certaines questions renseignent sur l'importance qu'ils accordent aux différentes formes de participation et sur la manière ils envisagent leur implication dans la vie politique.

Ainsi, en 2018, les enquêtés sont invités à indiquer s'ils votent toujours, souvent ou jamais pour différents types d'élections (tableau 1).

Tableau 1- Réponse à la question « Lorsqu'il y a des élections, votez-vous toujours, souvent ou jamais ? Pouvez-vous me répondre pour chaque niveau électoral ? »

En % horizontal	Toujours	Souvent	Jamais	N'a pas le droit de vote
Aux élections locales	59	15	20	5
Aux élections nationales	68	12	14	5
Au niveau européen	48	14	31	6

SI l'on croise ces variables, il apparaît que la quasi-totalité de ceux qui votent toujours aux élections au Parlement européen votent aussi toujours aux élections locales et nationales et que ceux qui participent toujours aux élections locales participent presque toujours aux élections nationales. Il n'est pas possible de comparer ces données à celles de l'abstention observée dans la mesure où les catégories élections locales et nationales regroupent différents scrutins (élections municipales, cantonales et régionales d'un côté, élections législatives et présidentielles de l'autre) sans que l'on puisse savoir à quoi se réfèrent les enquêtés lorsqu'ils répondent. Toutefois, pour les élections au Parlement européen, on observe un décrochage entre la participation constatée en 2014 (44 %) et la proportion de ceux qui disent toujours voter (48 %), à laquelle devrait s'ajouter une part de ceux qui disent souvent voter (14 %). On observe donc une légère sur-déclaration du comportement de participation, qui pourrait renvoyer au fait que les personnes interrogées estiment plus légitime, face à l'enquêteur, de dire qu'elles participent plutôt qu'elles s'abstiennent (phénomène de conformisme social, lié à l'adhésion à une norme de participation socialement légitime). Cependant, cet effet reste limité et une part non négligeable des enquêtés n'hésite pas à affirmer son abstention, régulière ou

ponctuelle. Le sentiment d'obligation du vote, que l'on peut saisir à travers les pratiques et à travers les déclarations de participation, s'est ainsi largement relâché en France.

Est-ce à dire que d'autres formes de participation viennent se substituer au vote ? Depuis 1981, les enquêtes *Valeurs* interrogent sur différentes formes d'action politique à propos desquelles les répondants sont invités à dire s'ils l'ont déjà fait, s'ils pourraient le faire ou bien ne le feraient jamais, quelles que soient les circonstances. On retient ici la part de ceux qui disent avoir déjà signé une pétition, participé à un boycott, pris part à une manifestation autorisée ou participé à une grève sauvage (tableau 2).

Tableau 2- Proportion des répondants déclarant avoir déjà eu recours aux différentes modalités de participation (en %)

	1981	1990	1999	2008	2018
Signer une pétition	43	51	68	64	64
Participer à un boycott	10	11	12	16	18
Prendre part à une manifestation autorisée	25	31	38	42	41
Participer à une grève sauvage	10	9	12	12	9

On observe que les pétitions et les manifestations autorisées apparaissent de plus en plus, au cours des années 1980 à 2000 comme des modes de participation envisageables et pratiqués par les Français. La pratique du boycott suit la même tendance, mais de manière beaucoup plus progressive ; elle reste beaucoup moins commune en France que d'autres modalités de participation. Enfin, les formes de participation illégale, comme la grève sauvage restent moins prisées que les formes d'action légales. Ces évolutions pourraient laisser à penser que l'accroissement de l'abstention se traduit par la valorisation d'autres modalités de participation.

Cependant, de manière générale, après un renforcement dans les années 1980 et 1990, l'attrait pour ces modes de participation stagne ou régresse un peu entre 2008 et 2018 alors, que, dans le même temps, l'abstention continue à progresser. L'hypothèse d'une substitution à la participation électorale semble donc fragile. Plus encore, si l'on observe les relations entre les différents types d'action, il apparaît que la logique cumulative l'emporte sur celle de la substitution. Ainsi, en regroupant les modalités d'action soumises aux enquêtés, on peut construire une échelle allant de 0 à 4 (0 pour ceux qui répondent n'avoir recouru à aucun des modes de participation, 1 pour ceux qui ont déjà participé sous l'une de ces formes seulement, etc. La note 4 correspond à ceux qui déclarent avoir employé ces 4 types d'action). On peut ainsi croiser la participation électorale avec cette échelle de participation (tableau 3).

Tableau 3- Part de ceux qui votent toujours aux élections selon la position sur l'échelle de participation (en %)

Position sur l'échelle de participation	0	1	2	3	4
Elections locales	52	58	64	66	71
Elections nationales	60	67	73	76	67
Elections européennes	41	44	53	55	57

Lecture : 58 % de ceux qui déclarent avoir eu recours à seulement un des 4 modes d'action disent toujours voter aux élections locales.

Il ressort de ce tableau que plus on participe à des modalités alternatives d'actions politiques, plus on a tendance à s'exprimer régulièrement dans les urnes. Cela confirme le caractère cumulatif des modalités d'implication politique : c'est parmi ceux qui signent des pétitions, participent à des boycotts, des manifestations et des grèves sauvages que la participation électorale est la plus forte.

Qui sont donc ceux qui participent le plus, à la fois en votant et en recourant à d'autres modalités d'action ? En dehors d'une participation légèrement supérieure des hommes aux manifestations et grèves sauvages, le sexe des répondants est quasiment sans incidence sur la participation déclarée, quelles qu'en soient les modalités. L'âge est un facteur peu décisif pour les formes d'action alternatives au vote : seuls les 18-23 ans d'un côté et les plus de 70 ans de l'autre s'impliquent moins que le reste de la population. C'est là un phénomène qui tend à confirmer que le boycott, la participation à des manifestations et à des grèves sauvages, après avoir été portés par les générations les plus jeunes, sont désormais des pratiques qui demeurent sans doute clivantes politiquement mais qui ne le sont plus entre les générations. En revanche, l'âge reste une variable très fortement corrélée à la participation électorale : plus les enquêtés sont âgés, plus ils participent. Ainsi, si l'on retient la part de ceux qui disent toujours voter aux élections, 34 points séparent les 18-29 ans et les plus de 60 ans pour les élections nationales, 48 points pour les élections européennes et 52 points pour les élections locales. Le vote apparaît ainsi comme une modalité de participation privilégiée par les générations les plus âgées, même si cela n'exclut pas d'autres modalités d'action.

Le niveau d'études a aussi une incidence sur la participation électorale mais elle est bien moindre que celle que l'on observe pour d'autres formes d'action. Les écarts entre ceux qui ont arrêté leurs études avant 17 ans et ceux qui les ont poursuivies après 21 ans sont de 15 points pour la participation à des boycotts et de 26 points pour la signature de pétition et la participation à des manifestations. Plus les enquêtés sont diplômés, plus ils s'investissent dans différents types d'action politique. On peut faire l'hypothèse qu'ils se sentent plus compétents et donc plus autorisés pour cela. Plus engageantes individuellement que le vote, les autres formes d'implication appellent un intérêt pour la politique et une capacité à se positionner caractéristiques des plus diplômés (Mayer, 2010). Cette hypothèse se trouve confortée dans la participation particulièrement soutenue que l'on observe parmi les professions intellectuelles et scientifiques : 28 % disent avoir déjà pris part à un boycott, 60 % à une manifestation et 84 % à une pétition.

L'enquête EVS de 2018 confirme ainsi certaines caractéristiques de long terme quant à la participation politique : abstention plus forte chez les jeunes et les catégories les moins diplômées, caractère cumulatif des différentes formes d'implication politique. Elle montre aussi une forme de normalisation des modes d'action alternatifs au vote, qui ne progressent plus comme dans les années 1980 et 1990 et qui ne sont plus marqués par un phénomène générationnel. Finalement, depuis les premières enquêtes du début des années 1980, il apparaît que l'on n'assiste pas à une substitution de nouvelles modalités d'action au vote. Les répertoires d'action des Français (Tilly, 1986) se sont plutôt diversifiés, tout du moins pour ceux qui s'impliquent en politique, une part toujours importante ne participant ni sous une forme, ni sous une autre.

Mayer Nonna, *Sociologie des comportements politiques*, Paris, A. Colin, 2010.
Tilly Charles, *La France conteste*, Paris, Fayard, 1986.